

**DAVID Carine**

Née le 7 mai 1973 à Lyon

Mariée, 3 enfants

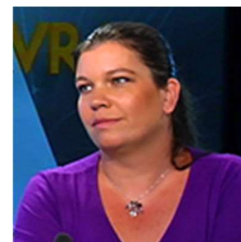
[cdavid.juris@gmail.com](mailto:cdavid.juris@gmail.com)

**Professeur des universités (depuis 2018)**

**Titulaire de la PEDR (2018-2021)**

Université des Antilles, Pôle Martinique

Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S, UMR 8053)



## DIPLOMES

- 2014 **Habilitation à diriger des recherches**, Université de Limoges, sous la direction du Prof. Michel Prieur. Sujet : *Environnement institutionnel et institutions de l'environnement en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé*.
- 2005 **Doctorat** en droit public à l'université Paris 1, Sujet de la thèse : *La loi du pays calédonienne, témoin de la mutation de l'Etat unitaire français*, sous la direction de M. Jean Gicquel, Professeur à l'Université Paris 1 et M. Guy Agniel<sup>†</sup>, Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Thèse récompensée par le prix spécial du jury du prix de thèse du GRALE (Groupement de Recherches sur l'Administration Locale en Europe), décerné le 23 novembre 2006.

## TRAVAUX SCIENTIFIQUES

### I - PUBLICATIONS : OUVRAGES, ARTICLES, COMMUNICATIONS PUBLIEES

#### ◆ Ouvrage individuel

1. « Essai sur la loi du pays calédonienne – La dualité de la source législative dans l'Etat unitaire », éd. L'Harmattan, Coll. GRALE/CNRS, 656 pages, 2009.

#### ◆ Direction / Codirection d'ouvrages collectifs ou de dossier/numéro spécial de revues

2. « L'Océanie dans tous ses États - Mélanges en la mémoire de Guy Agniel », C. David (dir.), à paraître, 2019.
3. « Le jour d'après – Quel droit, quelles institutions après l'accord de Nouméa ? », C. David (dir.), *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 30, 10 contributions.
4. « Quinze ans de lois du pays en Nouvelle-Calédonie – Sur les chemins de la maturité », C. David (dir.), éd. PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2017, 330 pages.
5. « Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ? », S. Blaise, V. David et C. David (dir.), éd. PUAM/PUP, 2015, 604 pages.
6. « L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs », éd. Bruylant, C. David et N. Meyer (dir.), 2012, 510 pages.
7. « Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie – Etat des lieux et perspectives », C. David, N. Meyer (dir.), *Revue Juridique de l'Environnement*, 2007, n° spécial, 230 pages.

## ◆ Articles et chapitres d'ouvrage

1. « The perspectives for the political future of New Caledonia after the November 2018 self-determination referendum », *Small States and Territories Journal*, Vol. 2, n° 2, à paraître en novembre 2019.
2. « The census and the question of ethnicity : the French approach in a comparative frame », in P. Brown, J.-Y. Faberon (dir.), *Fates of the political communities of Oceania*, ed. ANU Press, à paraître, 2019.
3. « The status of New Caledonia in the French constitutional context », in S. Firth (dir.), *France in the Pacific : an update*, ANU Press, à paraître, 2019.
4. « Souriez, il existe désormais une revue juridique du bonheur ! », *Revue Juridique du Bonheur*, n° 1/2019, p. 7-11 (version française) et p. 13-17 (english version).
5. « Le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018 en Nouvelle-Calédonie : les effets ambivalents d'un résultat (in)attendu », *Revue Politeia*, n° 34/2018, p. 3-25.
6. « Les modalités d'organisation du référendum d'autodétermination calédonien », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 31/2018, p. 145-151.
7. « Management regimes in New Caledonia », in C. Sheppard (dir.), *World Seas: an environmental evaluation*, éd. Marine Pollution Bulletin, à paraître en 2018. Co-écrit avec V. David (IRD – UMR GRED).
8. « République », « Citoyenneté », « Partis politiques », « Générations volées », « Commonwealth », « Immigration », in P. Brown (Dir.), *101 mots pour comprendre l'Australie*, éd. CDP, 2018.
9. « Repenser les institutions calédoniennes par le prisme du modèle de la démocratie consensuelle », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 30/2017, pp. 114-119.
10. « Domanialité publique maritime et usages coutumiers en Nouvelle-Calédonie », in J.-L. Pissaloux et A. Rainaud (dir.), « *Les 30 ans de la loi littoral* », Ed. L'Harmattan, Coll. GRALE, 2017, pp. 297-312.
11. « Les transitions politiques en Mélanésie, éléments de réflexion pour la préparation du « jour d'après » en Nouvelle-Calédonie », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 110, 2017/2, pp. 367-386.
12. « L'incomplétude du contrôle de la loi du pays », in C. David (Dir.), *15 ans de lois du pays – Sur les chemins de la maturité*, éd. PUAM, Coll. Droit d'outre-Mer, 2016, p. 97-108.
13. « Contraintes et référentiels juridiques de l'exploitation minière sous-marine en Polynésie française », in *L'exploitation minière sous-marine en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016.
14. « La fixation des « conditions et limites » du droit de participation en matière environnementale en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique de l'Environnement*, 2015/4, pp. 617-632.

15. « Les théories consociative et incitative au secours du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 25/2015, pp. 7-13.
16. « Commentaire de la décision n° 2014-392 QPC du 25 avril 2014 », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 101, 2015/2, pp. 181-185.
17. Chroniques de Jurisprudence Administrative en Nouvelle-Calédonie, *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 22 à 25 (2013 à 2015).
18. « La compétence de droit commun des provinces - Analyse au travers du prisme de la compétence environnementale », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 24/2014, pp. 106-116. Co-écrit avec V. David (IRD – UMR GRED).
19. « La mise en place du Gouvernement « Ligeard » », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 24/2014, pp. 100-105.
20. « Lois du pays et question prioritaire de constitutionnalité : Vers une progression de l'état de droit en Nouvelle-Calédonie », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 98, 2014/2, pp. 317-344.
21. « Commentaire de la décision n° 2013-308 QPC du 26 avril 2013 - Le difficile positionnement du Conseil constitutionnel par rapport à la loi du pays : entre assimilation et reconnaissance des spécificités », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 95, 2013/3, pp. 977-982.
22. « Protection du corps humain et préservation de la nature », in G. Nicolas (dir.), *Corps et patrimoine*, éd. Les Etudes Hospitalières, Les cahiers de droit de la santé, n° 18, 2013, pp. 527-554.
23. « Le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie : une institution en mutation ? », in M. Tabani (dir.), *Cultures, sociétés et environnement à Vanuatu et dans le Pacifique*, éd. VKS/Pacific Dialogues, 2013, pp. 175-193.
24. « Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2013-4866 AN du 24 mai 2013 », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 20/2013.
25. « L'assimilation du régime des lois du pays à celui des lois nationales dans le cadre de la QPC », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 2012/4, pp. 863-866.
26. « Le rôle du juge constitutionnel dans la détermination de la portée du droit à l'environnement - Approche comparée », in *Changements environnementaux globaux et Droits de l'Homme*, éd. Bruylant, 2012, pp. 271-288.
27. Commentaire de l'ouvrage de Jean-Yves FABERON, « Des institutions pour un pays – La Nouvelle-Calédonie en devenir », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 19, p. 135.
28. « New provincial environmental legislation in New Caledonia: continuity and reform in environmental governance in a French pacific territory », *Asia Pacific Journal of*

*Environmental Law*, n° 13, 2011, pp. 135-145. Co-écrit avec Pepe Clarke, Consultant IUCN.

29. « La question prioritaire de constitutionnalité à l'égard des dispositions d'une loi du pays de Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, n° 15, 2010/1, p. 65-69.
30. « Pour une approche renouvelée du droit français de la domanialité publique », *Les Petites Affiches*, 2007, n° 165, pp. 3-14.
31. « Le partage de la compétence environnementale en Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique de l'Environnement*, Numéro spécial, 2007, pp. 33-43.
32. « Le pouvoir réglementaire d'organisation du service: une jurisprudence toujours en mouvement », *Droit administratif*, février 2006, pp. 11-17.
33. « Conditions de l'obtention ou du maintien de la qualité de citoyen de la Nouvelle-Calédonie », *AJDA*, n° 36/2005, p. 2014-2016.
34. « La loi du pays sur le régime unifié d'assurance maladie-maternité de Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique Politique et Economique de Nouvelle-Calédonie*, n° 2003/1.
35. « Congrès de la Nouvelle-Calédonie », « Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie », in J.-Y. Faberon (Dir.), 101 mots pour comprendre les institutions de la Nouvelle-Calédonie, Ed. Ile de lumière, 2001.

#### ◆ **Communications publiées**

36. « Constitutional design: Special autonomy and other measures – The case of New Caledonia », in Constitution-building in states with territorially based societal conflict, Actes du Forum sur Constitution Building in Asia and the Pacific des 18 et 19 août 2016, Melbourne (Australie), ed. International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA), 2017.
37. « Les aspects juridiques de l'exploitation minière sous-marine en Polynésie française », in S. Al Wardi et J.-M. Reignaut (dir.), « *Océanie convoitée* », éd. 'Api Tahiti, 2017.
38. « Démocratie et Constitution aux Iles Salomon : à la recherche d'une Constitution de conception salomonaise », in F. Faberon (Dir.), « *Diversité de la démocratie. Théorie et comparatisme : les pays de la Mélanésie* », éd. Centre Michel de l'Hospital, 2016, p. 199-216.
39. « Réflexions sur le rôle du juge dans la définition d'une éthique nouvelle du développement durable dans le cadre océanien », in S. Blaise, V. David et C. David (dir.), *Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ?*, éd. PUAM/PUP, Coll. Développement Durable, 2015, pp. 185-196.
40. « Sources et partage de compétences en droit du patrimoine naturel et culturel », in G. Nicolas et C. Castets Renard (dir.), *Patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie – Aspects juridiques*, éd. L'Harmattan, 2015, pp.79-96.

41. « La prise en compte de la diversité culturelle lors des transitions constitutionnelles : analyse à partir du cas des États du Pacifique insulaire », Colloque de l'Association Française des constitutionnalistes, Lyon, 26 juin 2014. Téléchargeable sur le site de l'AFDC.
42. « L'initiative marocaine pour le Sahara Occidental vue par le prisme du statut d'autonomie de la Nouvelle-Calédonie », in *La Gouvernance dans les statuts d'autonomie : institutions et mécanismes*, éd. du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, 2012, pp. 17-34.
43. « Réflexions sur l'intégration de la coutume autochtone dans l'élaboration de la norme à partir du cas de la Nouvelle-Calédonie », in N. Meyer et C. David (dir.), *L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs*, éd. Bruylant, 2012, pp. 197-214.
44. « Le recensement ethnique comme outil de politique publique » : in J.-Y. Faberon, J.-M. Regnault et V. Fayaud (dir.), *Destins des collectivités politiques d'Océanie*, éd. PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2011, p.675-685.
45. « Quel bicamérisme pour la Nouvelle-Calédonie ? », *Revue Politéïa*, n° 20, 2011, pp. 175-186.
46. « La loi du pays calédonienne - Eléments juridiques et politiques », in M. Debene et J.-P. Pastorel (dir.), *La "loi du pays" en Polynésie française*, éd. L'Harmattan, coll. Portes Océanes, 2011, pp. 21-38.
47. « La nécessaire évolution des concepts juridiques pour une protection réaliste de la biodiversité en Nouvelle-Calédonie », *Ethnopharmacologia*, n° 46, 2010, pp. 26-30.
48. « L'expérience calédonienne de répartition des compétences, voie à suivre ou modèle spécifique ? », in J.-F. Brisson (dir.), *Les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités locales*, éd. L'Harmattan, 2009.

## II - COMMUNICATIONS ORALES NON PUBLIEES

1. « Le monde est de plus en plus Stone... », in Séminaire COFECUB-CAPES IBIS : Le zonage de la biodiversité - Regards croisés entre représentations naturalistes et juridiques, 15 mars 2019, Co rédigée avec V. David.
2. « Le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018 en Nouvelle-Calédonie - Analyse d'un résultat (in)attendu et de ses conséquences », *Conférence organisée par le Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S)*, Université des Antilles, Schoelcher (Martinique), 6 décembre 2018.
3. « The Constitutional Transition in New Caledonia: What's next? » *25th World Congress of Political Science (IPSA)*, Brisbane (Australie), 21-25 juillet 2018, (<http://wc2018.ipsa.org/events/congress/wc2018/home> )
4. « Beyond Legal Pluralism, the hybridization of the norm : The case of the Loyalty Islands Province (New Caledonia) Environmental Code » (co-écrit avec Victor David),

*Codification and Creation of Community and Customary Laws in the South Pacific and Beyond*, Canberra (Australie), 26 et 27 juillet 2018 (<https://www.eventbrite.com.au/e/codification-and-creationof-community-and-customary-laws-in-the-south-pacific-tickets-46176599452> )

5. « New Caledonia self-determination referendum: stakes and issues », conference at the Department of Pacific Affairs (DPA), Australian National University (ANU), 14 juin 2018.
6. « The New Caledonian referendum », in *Café-Science Politique*, Australian National University Center for European Studies (ANUCES), 12 juin 2018.
7. « Les outils institutionnels en société divisée - Contribution à la réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie », in *Séminaire Interinstitutionnel en SHS en Nouvelle-Calédonie*, Institut de Recherche pour le Développement (Nouméa – Nouvelle-Calédonie), 7 mars 2018. Retransmis sur la chaîne télévision Caledonia TV le 24 mars 2018.
8. « Introducing the principle of non-regression and the rights of nature in the Loyalty Islands Province Environmental Code », in *Communities acting for sustainability in the Pacific*, University of Wollongong (Australie), 18 juillet 2016.
9. « New Caledonia constitutional transition from Melanesian states recent experience », in *Political change in Oceania : local, national and regional challenges*, Colloque de la Pacific Islands Political Science Association (PIPSA), Alofi (Niue), 12-15 juillet 2016.
10. « Quels droits pour les déplacés environnementaux ? », 4<sup>ème</sup> sommet Océania 22, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Bourail, Nouvelle-Calédonie, 6 avril 2016.
11. « L'émergence des droits des générations futures dans les jurisprudences constitutionnelles - Étude comparée », in *Rencontre mondiale des juristes de droit de l'environnement dans le cadre de la COP 21*, 5 décembre 2015, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), (« Side event off » à la 21<sup>ème</sup> Conférence des parties (COP21) sur les changements climatiques).
12. « Le destin commun en droit », in *Le destin commun, qu'est-ce que ça veut dire ?*, 23 septembre 2015, Congrès de la Nouvelle-Calédonie.
13. « Populations autochtones et Déplacements environnementaux », Conférence « Changement climatique et Populations Autochtones », 9 août 2015, Université de la Nouvelle-Calédonie.
14. « Changement climatique et déplacés environnementaux en Océanie », 3<sup>ème</sup> sommet Océania 21, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 29 avril 2015.
15. « Droit de l'environnement et protection de la santé : un lien congénital », Conférence « Changement climatique et santé en Nouvelle-Calédonie », 7 avril 2015, Université de la Nouvelle-Calédonie.

16. «Los desplazados climáticos en el Pacífico», Congreso mundial de derecho, política y gestión de riesgos de desastres, Universidad Nacional del Litoral, Santa Fe, Argentine, Novembre 2014.
17. « Changement climatique et Territoire : vers un cadre juridique protecteur pour les déplacés environnementaux du Pacifique ? », in B. Rigo (dir.), *Les nouvelles relations des Océaniens à leur terre et à leur environnement : Appartenance versus propriété*, Novembre 2014.
18. « May 2014 elections in the self-determination context in New Caledonia », Colloque Pacific « Islands Political Science Association (PIPSA), Papeete (Polynésie française), Juin 2014.
19. « The May 11, 2014 elections in New Caledonia – Stakes, results and perspectives », Séminaire, University of Victoria, Wellington, Nouvelle-Zélande, Mai 2014.
20. « The evolution of the political status of New Caledonia : 2014, a key year », Séminaire, University of Waikato (Nouvelle-Zélande), Avril 2014.
21. « The role of constitutional courts in determining the scope of the right to environment - A comparative approach », 2013 IUCN Academy of Environmental Law Annual Colloquium, University of Waikato (Nouvelle-Zélande), Juin 2013.
22. « Institutionnalisation de la coutume et processus législatif - Etude comparée dans le Pacifique Sud », in *L'élaboration du socle commun et l'évolution des autorités et institutions coutumières*, Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 23-24 octobre 2012.
23. « Priority Preliminary Rulings on the issue of constitutionality and local statutes in New Caledonia : the strenghtening of the rule of law », Séminaire, Australian National University (Canberra – Australie), Octobre 2012.
24. « Les institutions et autorités coutumières en Nouvelle-Calédonie », in *Droit coutumier et pluralisme des ordres juridiques en Nouvelle-Calédonie*, Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, Mars 2011.

### **III – PARTICIPATION & RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES DANS DES PROGRAMMES DE RECHERCHE**

#### **◆ Responsabilités scientifiques dans des programmes de recherche**

1. Direction scientifique du projet stratégique du Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S) – UMR n° 8053 dans le cadre du Labex CEBA (Centre d'Etude de la Biodiversité Amazonienne) pour la période 2019-2023. <http://www.labex-ceba.fr/>
2. Coordination de l'axe Droit et Gouvernance et expertise en droit de l'environnement dans le cadre de l'Expertise collégiale sur « Les ressources minérales profondes en Polynésie française », à la demande du Gouvernement de la Polynésie française et du représentant de l'Etat en Polynésie française, IRD, 2015. [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers16-04/010067046.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers16-04/010067046.pdf)

3. Coordination de l'axe juridique et participation au programme COGERON / Liteau III (MEEDDAT) : étude juridique sur la formalisation des usages coutumiers sur le littoral, IRD/UNC/IAC/IFREMER. et recherche (2008–2011). <http://cogeron.ird.nc/>
4. Coordination de l'axe juridique et participation au projet « Guide méthodologique pour le suivi des impacts miniers en milieu lagunaire (GIMINI) », en collaboration avec IRD/IFREMER/IAC/UNC. Financement CNRT Nickel et son environnement. 2011. <http://www.cnrt.nc/gimini/>
5. Coordination du projet dans le cadre de la convention liant le LARJE à la Province Sud de Nouvelle-Calédonie pour l'élaboration d'un Code de l'environnement de la collectivité (2008-2009). <https://www.province-sud.nc/element-thematique/code-lenvironnement>

#### ◆ **Participation à des programmes de recherche**

1. Participation au projet « Code de l'environnement de la province des Iles Loyauté (CEPIL) : Elaboration du Code de l'environnement de la province des Iles Loyauté de Nouvelle-Calédonie, en collaboration avec l'IRD (UMR – GRED), 2013-2016, puis 2017-2020.
2. Participation au projet « Droit et gouvernance des ressources naturelles à Vanuatu » (2013–2015), dans le cadre de la convention de coopération entre la France, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu et en collaboration avec l'IRD (UMR – GRED), l'Université de la Nouvelle-Calédonie, University of South Pacific et le VKS (Centre culturel du Vanuatu).

### **IV - RAPPORTS & EXPERTISES**

1. « La protection des espaces naturels et des intérêts culturels associés dans le contexte de la province des Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie », Rapport au Président de l'Assemblée de la province des Iles Loyauté, 2018, 54 pages. Co-écrit avec V. David, M. Uzan, O. Seigneurie, M. Lapacas.
2. « La gestion des ressources biologiques, génétiques et biochimiques en contexte insulaire et coutumier », Rapport au Président de l'Assemblée de la province des Iles Loyauté, 2017, 89 pages. Co-écrit avec V. David, L. Briault, M. Cart-Lamy.
3. « Le cadre juridique de la compétence environnementale de la province des Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie », Rapport au Président de l'Assemblée de la province des Iles Loyauté, 2014, 32 pages.
4. « La fusion des trois syndicats intercommunaux du Grand Nouméa », Rapport au Président du Syndicat Intercommunal du grand Nouméa (SIGN), 2009, 43 pages.
5. « La récolte des ressources biologiques, biochimiques et génétiques en Province Sud et en Province Nord de Nouvelle-Calédonie », Rédaction d'un rapport aux Présidents des assemblées des province Nord et Sud de Nouvelle-Calédonie et d'un projet de délibération, 2008, 123 pages.

6. « La propriété des déchets ménagers », Rapport à M. le Maire de la commune du Mont-Dore, 2008, 17 pages.
7. « La conclusion des baux emphytéotiques par les communes de Nouvelle-Calédonie », Rapport à M. le Maire de la commune du Mont-Dore, 2008, 27 pages.
8. « La faisabilité et la forme juridique d'une brigade d'éco-gardes en Province Nord, associant communes et Province Nord », Rapport à M. le Président de l'Assemblée de la Province Nord, 2008, 36 pages.
9. « Le partage de la compétence environnementale en Nouvelle-Calédonie », Rapport à Mme la Présidente du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 2007, 54 pages.
10. Traduction (Anglais/français) du guide des bonnes pratiques pour les mines et la biodiversité de l'ICMM, pour le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 2007.
11. « Le développement de l'intercommunalité en Nouvelle-Calédonie – Cadre juridique pour la mise en place d'une communauté d'agglomération », Rapport à M. le Président du Syndicat du Grand Nouméa (54 pages) et animation d'un séminaire regroupant des cadres des communes du Grand Nouméa, de la Province Sud et de la Nouvelle-Calédonie, 2007,

## **ENSEIGNEMENTS (DEPUIS 2008)**

### **I – ENSEIGNEMENTS EN MASTER 2**

1. Droits et Libertés Fondamentaux Comparés, 16h, Depuis 2018
2. Contentieux Constitutionnel Comparé, 20h, 2017
3. Prospective du droit calédonien, 16h, 2016 - 2018
4. Séminaires approfondis et Séminaires d'actualité (droit de l'environnement, droit constitutionnel), 2016 – 2018

### **II – ENSEIGNEMENTS MAGISTRAUX ET SEMINAIRES**

1. Droit constitutionnel – Les principes fondamentaux, L1, 2009 à 2018
2. Droit constitutionnel – La Cinquième République, L1, 2010 à 2014 : depuis 2019
3. Régimes Politiques Etrangers, L1, 2009 à 2016
4. Introduction au Système Juridique Calédonien, L1, 2015 et 2016
5. Institutions Administratives Nationales, L1, 2009
6. Relations Internationales, L1, 2009
7. Droit Administratif Général, L2, 2019
8. Introduction aux Grands Problèmes Contemporains, L2, 2011 à 2013
9. Organisation Politique du Pacifique, L3, 2016 à 2018

10. Droits et Libertés Fondamentaux, L3, 2009 à 2018
11. Droit Administratif des Biens, L3, 2010
12. Droit de l'Environnement et du Développement Durable, L3, 2012 à 2018
13. Institutions de la Nouvelle-Calédonie Approfondies, M1, 2015-2018
14. Droit des collectivités de la Nouvelle-Calédonie, M1, 2015-2016

### **III – TRAVAUX DIRIGES**

1. Méthodologie Juridique, L1, 2012 à 2014 et 2018
2. Droit Administratif Général, L2, 2010
3. Droits et Libertés Fondamentaux, L3, 2009 à 2012 et 2015 à 2018
4. Droit de la Fonction Publique, L3, 2009 à 2011
5. Droit de l'Environnement et du Développement Durable, L3, 2012
6. Organisation Politique de la Nouvelle-Calédonie, L3, 2012
7. Droit des Collectivités de la Nouvelle-Calédonie, M1, 2015 à 2016
8. Préparation aux oraux de concours, M2, 2016 à 2018

### **IV – FORMATION PROFESSIONNELLE**

1. Droit de la Fonction Publique de la Nouvelle-Calédonie, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2008 à 2015
2. Organisation Politique de la Nouvelle-Calédonie, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2008 à 2016
3. Légistique, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2012 à 2016
4. Les Fondamentaux de l'Action Administrative, Institut de Formation en Administration Publique de Nouvelle-Calédonie, 2008 à 2013

## **RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES, PEDAGOGIQUES ET SCIENTIFIQUES**

### **I - RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES**

#### **◆ Dans l'établissement de rattachement**

1. Membre élue du Conseil de la Faculté de Droit et d'Economie de l'Université des Antilles, depuis mars 2019
2. Membre du Conseil de l'UMR Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales (LC2S), depuis octobre 2018

3. Directrice adjointe du Département Droit Economie Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2016-2017
4. Membre élue du Conseil d'administration de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2013-2017
5. Membre élue de la Commission de discipline des étudiants de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2013-2017
6. Membre du bureau de la présidence de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2009-2010

◆ **Hors de l'établissement de rattachement**

7. Membre élue du Conseil d'administration de l'Observatoire international du bonheur (depuis septembre 2018)
8. Membre du comité directeur de la Pacific Islands Political Studies Association (2014-2018)

## **II - RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES**

1. Directrice du Master de Droit, mention « Droit et Management dans l'environnement calédonien », Université de la Nouvelle-Calédonie, 2015-2017
2. Responsable pédagogique de la licence de droit de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2010-2014
3. Responsable de la coordination de l'enseignement des langues au Département Droit Economie Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 2008-2010

## **III - RESPONSABILITES EDITORIALES**

1. Directrice de la rédaction de la Revue Juridique du Bonheur (revue en ligne) ; 1<sup>er</sup> numéro paru en mars 2019 (<http://www.oib-france.com/revue-juridique-du-bonheur/>)
2. Membre du comité de lecture de la Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie ([www.rjpenc.nc](http://www.rjpenc.nc)), depuis sa création en 2003.

## **IV - RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES (HORS PROGRAMMES DE RECHERCHE)**

◆ **Direction scientifique de colloques**

1. Direction scientifique et organisation d'un cycle de conférences pluridisciplinaire sur la recherche scientifique sur les impacts du changement climatique en Nouvelle-Calédonie dans l'optique de la COP 21 (5 conférences thématiques), 2015.
2. Codirection scientifique et co-organisation du colloque « Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ? », S. Blaise, V. David et C. David (dir.), Koné (Nouvelle-Calédonie), 24 au 26 mars 2013.
3. Codirection scientifique et co-organisation du colloque « L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs », Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 26-28 octobre 2009.

4. Membre du comité scientifique du Vème Colloque International sur les plantes aromatiques et médicinales (CIPAM), 3-6 novembre 2008 à Nouméa..
5. Codirection scientifique et co-organisation du colloque « Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie – Etat des lieux et perspectives », C. David, N. Meyer (dir.), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 6-8 novembre 2006.

◆ **Direction d'Habilitation à Diriger des Recherches**

1. Léonide Ylénia Randrianarisoa, *Une vision holistique de la gouvernance de l'Océan appliquée au développement durable : méthodes transdisciplinaires (Cas de Madagascar)*, Co-direction avec le Professeur Franck Dolique, Université des Antilles, 2019.

◆ **Direction de thèses**

1. Ornella Seigneury, *Du droit à l'environnement au droit au développement durable : contribution à l'étude du renouveau des droits fondamentaux*, Financement du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Université de la Nouvelle-Calédonie. Depuis 2015 ; Soutenance prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2020.
2. Margot Uzan : *La responsabilité environnementale en Nouvelle-Calédonie*, Financement de la province Sud de Nouvelle-Calédonie. Co-direction avec le Professeur Clothilde Didier-Grare, Université Paris 5. Université de la Nouvelle-Calédonie. Depuis 2015 ; Soutenance prévue au 2<sup>ème</sup> semestre 2020.
3. Sylvine Aupetit, *Le Droit, bouclier du patrimoine naturel calédonien ? Des leviers pour améliorer l'effectivité de dispositions environnementales en Nouvelle-Calédonie*, Financement de la province Sud de Nouvelle-Calédonie. Université de la Nouvelle-Calédonie. Depuis 2016 ; Soutenance prévue au 2<sup>ème</sup> semestre 2020.
4. Anthony Tutugoro, *Penser la souveraineté - Stratégie(s) de reconquête(s) par le mouvement indépendantiste en Nouvelle Calédonie*, Financement de la province Nord de Nouvelle-Calédonie. En co-direction avec S. Al Wardi, MCF HDR en science politique. Université de la Polynésie française. Depuis 2016 ; Soutenance prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2021.
5. Medjo Naisseline, *La coutume calédonienne et le droit formel*. Université des Antilles. Depuis Septembre 2018.
6. Raymond Levert, *De la pratique du "coup de main" à la norme technique de construction. Quelle articulation entre la norme technique et la règle de droit ? Le cas des Antilles françaises*. Co-Direction avec le Professeur Antoine Delblond, Université de Nantes. Université des Antilles. Depuis Septembre 2018.
7. Alexandre Abou, *Le pouvoir de contrôle dans les contrats de délégation de service public*. Co-Direction avec le Professeur Antoine Delblond, Université de Nantes. Université des Antilles. Année universitaire 2018-2019. Soutenance prévue en juin 2019.
8. Geneviève Yung-Hing, *La protection de la santé de l'étranger dans les départements d'outre-mer : unicité d'un droit fondamental ou diversité de coopération*. Université des Antilles. Depuis Janvier 2019.

### ◆ **Participation à des jurys de thèses :**

1. Membre du jury et Rapporteur : *Etude comparée du cadre juridique de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles au sein des systèmes de santé publique en Afrique de l'Ouest : les cas du Ghana et du Burkina Faso*, soutenue par Wendkouni Adelphe Ouedraogo sous la direction de Guylène Nicolas le 31 janvier 2019 à Aix-Marseille Université

### **PARTICIPATION A DES RESEAUX DE RECHERCHE**

1. Membre de l'Association des Juristes de Droit des Outre-Mers (AJDOM), <http://lajdom.fr/> depuis avril 2019
2. Membre du Global Network for the study of Human Rights and the Environment (GNHRE) <http://gnhre.org/>, depuis 2018.
3. Membre du Centre International de Droit Comparé de l'Environnement (CIDCE) <https://cidce.org/>, depuis 2016.
4. Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel (AFDC) <http://afdc.fr/index.html>, depuis 2012.
5. Membre de la Pacific Islands Political Science Association (PIPSA), depuis 2012.

### **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ANTERIEURE A LA MAITRISE DE CONFERENCES**

1. Juriste libérale, formation, conseils, études et recherches, rédaction de notes de synthèse et d'écritures contentieuses en droit administratif (actes unilatéraux, marchés publics, fonction publique...), droit de l'environnement, droit minier. De Juillet 2002 à Décembre 2003 et de Février 2006 à Septembre 2008.
2. Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche en droit public à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. De Février 2004 à Janvier 2006.
3. Chargée des affaires juridiques et du contentieux au Congrès de la Nouvelle-Calédonie : Interprétation de la loi organique, notes de vulgarisation à l'attention des élus, contentieux, veille juridique, rédaction de propositions de loi du pays ou de délibération. De Mai 2000 à Juin 2002.
4. Juriste à mi-temps au cabinet d'avocat de Maître J.-F. Eschylle - Nouméa. : Conseil et contentieux en droit du travail et droit administratif. De Septembre 1999 à Avril 2000.
5. Juriste à mi-temps au Cabinet d'avocat de Maître P. O'Connor – Nouméa : Conseil et contentieux en droit du travail et droit administratif. De Janvier à Août 1999.
6. Juriste généraliste en droit public à l'Institut de recherche pour le développement (I.R.D. – ex ORSTOM), Paris : Chargée de la veille juridique et de la rédaction de notes de synthèse en droit de la fonction publique, de l'application du droit de la fonction publique et du droit du travail, en particulier dans les TOM et à l'étranger, et du règlement de questions juridiques diverses (patrimoine de l'Etat, douanes...). De Mai 1997 à Novembre 1998.